



# Urgence COVID-19 et ergotage hiérarchique : Un cauchemar éveillé !

## Compte Rendu du CHSCT d'urgence du 20 mars 2020

Un droit d'alerte du CHSCT avait été exercé le 18 mars pour dénoncer les conditions d'exercice des collègues suite à la pandémie COVID-19 avec une situation de danger à la BSI de Maubeuge.

La réponse écrite de l'administration douanière n'ayant pas permis de supprimer ou réduire le risque, une séance extraordinaire du CHSCT a été convoquée sur ce sujet en urgence (sous la forme d'une téléconférence).

Dans un second temps, nous avons passé en revue les dispositions prises par la Douane dans les différents services.

### **BSI de Maubeuge**

Le 17 mars, un collègue a été considéré comme porteur potentiel du COVID-19. Pourtant, aucune mesure d'isolement n'a été mise en place pour ses collègues. Cette situation est désastreuse en matière de lutte contre la propagation du virus alors que tout doit être mis en place pour justement la limiter.

**La CGT Finances a exigé que ces collègues soient placées en confinement, avant que l'administration ne procède à une enquête sur l'importance du risque d'exposition.**

Sur la base du principe de précaution, la médecine de prévention (MP) a abondé dans notre sens.

La DI et la DR de Lille ont alors dans un premier temps refusé, bafouant ainsi en direct une préconisation de la MP.

Pour eux, sans certificat médical fourni par l'agent contaminé, pas de mise à l'écart des collègues : l'agent « doit se rendre chez son médecin » (sic).

Pire, le DR de Lille s'enfonce en disant qu'il ne suivrait pas les préconisations de la MP, ni pour le cas de Maubeuge ni pour les cas à venir si l'agent « contact » ne fournissait pas de certificat médical indiquant COVID-19 confirmé.

La CGT Finances a opposé que :

- en l'absence de test disponible, pas de cas COVID-19 matériellement avéré,
- en l'absence de symptômes, pas de certificat médical,
- si présomption de cas contact, pas de consultation chez un médecin pour éviter la propagation.

S'en sont suivies des réponses de posture de l'administration :

- Avez-vous prévu une cellule de gestion de crise ?

*Pas besoin, en douane la crise est gérée par le CODT (Centre Opérationnel Douanier Terrestre), les permanences et le contact avec les parquets.*

- Oui mais au sujet de la pandémie ?

*Nous avons tout mis en œuvre, le PCA (Plan de Continuité de l'Activité) est décliné et adapté chaque jour si besoin.*

- Avez-vous préparé des solutions en cas d'évolution de la pandémie ?

*Nous faisons au mieux et tout fonctionne bien.*

Les représentants du CHSCT ont fait part de leur consternation devant l'étalage de « précautions » soit disant prises par la Douane d'un côté, et de l'autre le non suivi des recommandations de la MP.

Le DI ayant du quitté la téléconférence, il a souhaité, avant son départ, apaiser la situation et a proposé la mise en ASA préventive des agents contact de Maubeuge.

La séance s'est alors poursuivie sans lui.

Droit dans ses bottes malgré la volte-face de son supérieur, le DR a ensuite insisté lourdement sur sa posture de départ, finissant par concéder, tel le seigneur versant son aumône ; « mais si vous voulez, mettons 5 agents en autorisation d'absence ».

La CGT Finances lui a fait remarquer son mépris de la vie humaine et le non-respect de ses obligations de protection des salariés, ainsi que les contradictions avec toutes les belles mesures qu'il prétend prendre pour faire barrière au virus.

Il a proposé d'effectuer une enquête, lundi prochain, qui déterminera le nombre d'agents contact, provoquant un tollé chez les membres du CHSCT..

La présidente est alors venue à son secours avec l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail) et a souhaité faire répéter à la médecine de prévention sa préconisation (clairement, pour essayer de la faire changer de position) !

La MP est restée ferme : **elle recommande** dans ce cas **la mise en autorisation d'absence préventive**, avant l'enquête pour déterminer le périmètre et le niveau éventuel de contamination.

Sur la procédure de droit d'alerte, le CHSCT a constaté, par un vote unanime, son désaccord avec la mesure proposée. **L'inspection du travail va donc être saisie.**

Par sa posture ridicule et surtout irresponsable, c'est bien l'administration qui « fait perdre du temps » à tout le monde !

**La CGT Finances exige la mise en autorisation d'absence dès le 20 mars au soir de TOUS les agents primo-identifiés comme agent « contact »**

**Mise à jour :** A noter, que depuis la tenue de cette réunion trois agents de l'unité, ayant été en contact avec d'autres collègues du service, sont en arrêt de travail, sans évidemment avoir été testé, suite à des symptômes grippaux potentiellement imputables au COVID-19. Deux autres agents de ce service ont d'ailleurs été placés en arrêt de travail par leur médecin cette semaine. Un médecin de l'un de ces agents précise d'ailleurs que les responsables des douanes sont en retard d'une semaine sur les préconisations à prendre aujourd'hui en pareil cas.

**Nous sommes en mesure d'affirmer que ce n'est pas 5 mais au moins 10 agents qui ont été en contact direct avec le collègue actuellement placé en autorisation d'absence.**

Nous rappelons par ailleurs que calculer les contacts directs comme seul paramètre de diffusion du virus à la minute près du virus est totalement idiot celui-ci pouvant survivre sur certaines surfaces (poignées de porte, clavier, ...), pendant plusieurs minutes voire, plusieurs heures.

Nous pensions avoir vu le pire des visages sournois et pathétiques de certains des directeurs et consorts, lors des attentats de 2015 et du mouvement social en douane au printemps dernier. Ce à quoi nous avons assisté ce 20 mars est bien pire...

### **Situation générale au sein des services douaniers (des nouvelles du front):**

De nombreux services OP/CO (opérations commerciales) marchent au ralenti ou sont fermés. La question a été posée pour le service IDS (Infos Douane Service) de Prouvy qui devrait rester ouvert pour traiter des appels qui sont, en majorité, liés au coronavirus et non à la mission d'information douanière habituelle de ce service. Les BFCI (Bureau de Fiscalité et de Contributions Indirectes) sont fermés. Seul, l'encadrement passe dans les locaux pour des actions logistiques.

Concernant la surveillance, les consignes sont très basiques. Le métier reste le même, les collègues doivent porter des gants et faire porter des masques (**lesquels et où sont-ils ?**), aux personnes contrôlées en comptant sur la bonne volonté de ces personnes contrôlées, et sans formation sur le bon emploi de ces équipements.

Les collègues doivent circuler uniquement à 2 par voiture, aux places diagonalement opposées, pour maintenir la distance d'un mètre. Les agents des équipes cynophiles doivent rester seuls. Par contre, si un contrevenant doit être placé en rétention, il est sensé y avoir un véhicule plus grand (encore fallait-il l'avoir prévu....). Pour le reste, la direction renvoie sans scrupule au « système D » !

A Lille Gare BSI, la CGT Finances s'est étonnée que les liaisons avec le Royaume-Uni soient toujours assurées. Peu de réponse de ce côté, sinon celle du DR des douanes de Dunkerque nous expliquant très sérieusement que les douaniers doivent assurer la sûreté car ils pourraient sinon perdre cette mission... Un petit couplet déjà entendu de sa part lors du mouvement en douane au printemps 2019, où ses principaux interlocuteurs étaient plutôt les CRS que ses agents.

**Pour la CGT Finances, il est inadmissible que des directeurs d'administration exercent ainsi impunément du chantage à l'emploi.**

Toujours à Lille Gare, nous nous inquiétons d'ordres donnés à cette unité, et acceptés par le DR des douanes, consistant en des contrôles à quai au milieu de voyageurs et autour de la Gare de Lille pour la LCF (Lutte contre la Fraude).

Le DR de Lille assume, montrant une fois encore le peu de cas qu'il fait de la santé des agents.

Les représentants de la CGT Finances ont enfin abordé plusieurs autres situations qui nous ont été remontées des unités surveillance de **Baisieux BSI, Halluin BSI et Lequin BSE.**

A Lesquin notamment, aucune information n'avait filtré avant la parution dans le presse d'un article évoquant un cas de COVID-19 chez un agent d'une société privée, assurant une mission de sûreté à l'aéroport, qui est resté plusieurs jours au travail et a rencontré plusieurs agents des douanes durant cette période).

**Là encore le DR des douanes de Lille nous a assuré que tout est sous contrôle, que tous les cas sont suivis par la direction. On peut raisonnablement douter de cette affirmation au vu de la gestion de la situation à Maubeuge BSI.**

Concernant le matériel le DI des douanes reconnaît un retard dans l'acheminement de gel hydroalcoolique... Nous restons donc dans l'expectative.

**La CGT Finances recommande que les services dépourvus de gel n'envoient pas les agents sur le terrain.**

Par ailleurs, la question du **nettoyage** est source de nombreuses inquiétudes.

En effet, à partir de lundi, le nettoyage ne sera plus réalisé et il incomberait aux collègues d'effectuer le nettoyage. Cela pourrait donc devenir une mission prioritaire des douaniers ! Cette situation est complètement inacceptable pour la CGT Finances.

Nous insistons sur le fait que les agents placés en position de renfort peuvent être rappelés à tout moment et que cette situation répond aux préconisations actuelles des autorités sanitaires qui demandent des mesures de confinement de plus en plus strictes.

**La CGT Finances invite par ailleurs les agents ayant un doute sur leur état de santé où celui d'un proche à ne prendre aucun risque et contacter leur médecin, leur chef de service, leur service RH et, au besoin, le médecin de prévention,** afin que les situations que nous avons évoquées lors de cette réunion ne se renouvellent pas.

**La seule avancée positive notable de cette réunion est la mise en ASA pour tout collègue ayant un conjoint ou un enfant considéré comme fragile face au Covid-19. Une mesure dont ferait bien de s'inspirer les autres directeurs.**

Cependant, hors de ce dernier point devant l'inconscience généralisée de nos directeurs, et considérant que trop de mesures mises en œuvre ne sont que de l'affichage et ne sont pas suffisantes pour garantir la santé et la sécurité des collègues, nous avons demandé la **saisine de l'inspection du travail.**

Nous souhaitons toutefois qu'aucun cas grave ne vienne ternir l'image déjà bien sombre des responsables douaniers des Hauts-de-France et de quelques irresponsables qui prennent les agents pour de la chair à virus !!!!

Contrairement à cette pandémie bien présente parmi nous, cette hiérarchie là demeure hors sol !